

<https://www.economiedistributive.fr/Du-bon-usage-de-l-ecologie>



Du bon usage de l'écologie

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2019 - N° 1204 - janvier 2019 -

Date de mise en ligne : jeudi 25 avril 2019

Date de parution : janvier 2019

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

On ne peut qu'être admiratif devant l'enthousiasme affiché pour l'environnement par nos dirigeants. Aussi bien Macron qu'avant lui Hollande ou son ministre Fabius se posent en fanatiques de l'écologie, tellement d'ailleurs qu'ils en définissent eux-mêmes le catéchisme, les prêches et la liturgie. Mais leur credo est finalement simple : quiconque oserait critiquer leur politique serait un abominable destructeur de la planète.

C'est pour lutter contre la pollution qu'on augmente les taxes, c'est pour préserver l'environnement qu'on lutte contre les "populistes" qui ne comprennent rien aux risques menaçant le monde.

L'évolution même du discours est symptomatique. Combien de chroniqueurs de radio, de télévision n'ont-ils pas entonné cette nouvelle comptine : pour lutter contre la dégradation environnementale, on serait obligé de prendre des mesures impopulaires (sous-entendu « avec tristesse mais il faut bien lutter contre l'ignorance des couches populaires »).

Bref, l'écologie est instrumentalisée contre la démocratie.

Il faut bien reconnaître que ce discours disciplinaire n'est pas totalement nouveau. S'il s'applique maintenant aux enjeux environnementaux, il était déjà largement développé sur les questions économiques et financières pour lesquelles il n'y avait, rappelons-le, qu'« une seule politique possible ». Largement soutenu par des kyrielles d'experts et d'agences de notation "neutres", il était censé imposer une doxa empêchant toute contestation de la nouvelle parole divine.

Le concept de mondialisation était, de fait, l'instrument de légitimation d'un gouvernement mondial, celui où la parole des peuples n'avait plus droit de cité.

Il restait néanmoins quelque doute quant à la sincérité des nouveaux prophètes de la théorie économique en attaché-case et costume de bonne coupe, surtout lorsque les inégalités explosent. L'utilisation des questions écologiques se révèle alors bien plus efficace car elles rencontrent toutes les peurs ancestrales, car chacun se rend bien compte que l'environnement, phénomène concret, se dégrade réellement. En outre, les dirigeants ne font-ils pas le pari que des militants sincères des luttes écologiques sont prêts à accepter un discours mondia-liste autoritaire s'il est peint en vert ?

Là encore, il faut savoir résister aux fausses évidences.

On est en droit de penser qu'il n'existe pas qu'une seule façon de sauver la planète. Un débat s'impose sur les moyens d'y parvenir.

Dans un tel contexte, l'accroissement des taxes, cautère sur jambe de bois, tente de faire oublier que le gouvernement veut surtout diminuer les impôts directs en augmentant les indirects. La lutte contre la dégradation climatique sert d'alibi au pouvoir politique.

L'irruption des gilets jaunes a, en quelques jours, quelque peu bouleversé ce scénario facile. Une France oubliée venant clamer sa misère et son désarroi n'est pas acceptable par une direction politique sûre de son bon droit. Elle remet en cause tout le discours officiel. Bien sûr, la presse télévisée, faisant écho au ministre de l'Intérieur, a sélectionné quelques déclarations ou attitudes discutables, cherchant à généraliser les dérapages à l'ensemble du mouvement. Bien sûr, comme d'habitude, un mi-nistre de l'Intérieur sans imagination agite le spectre de l'extrême droite.

Mais les anathèmes ne suppriment pas les questions. Et la principale demeure : les dirigeants français, et plus particulièrement ceux qui se veulent mondiaux, sont-ils adaptés aux défis actuels ?

La démocratie qu'ils haïssent tant, est-elle incapable de répondre aux enjeux environnementaux ?

Tous les militants qui, dans les communes, dans les campagnes, oeuvrent pour des projets locaux de développement écologique ne sont-ils pas aussi porteurs de réponses concrètes ?

Les projets relocalisés ne sont-ils pas des exemples ?

Ne doit-on pas les valoriser en tissant des liens face à une économie mondialement centralisée de plus en plus destructrice ?

Les questions environnementales comme, avant elles, les questions économiques, sont évidemment essentielles.

C'est d'ailleurs pour cela qu'elles ne doivent pas servir d'alibi aux manoeuvres politi-ciennes.

Elles méritent mieux que l'imposition d'une pensée officielle et d'un gouvernement mondial qui ne sauraient être que totalitaire.